

[Print](#)

Les pièges de la mondialisation économique globale.

De [Prof Rodrigue Tremblay](#)

Global Research, juin 17, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/les-pieges-de-la-mondialisation-economique-globale/5456241>

« Les nations qui négocient ensemble se rendent réciproquement dépendantes : si l'une a intérêt d'acheter, l'autre a intérêt de vendre ; et toutes les unions sont fondées sur des besoins mutuels. »

Montesquieu, (Charles Louis de Secondat), (1689-1755)

« Une entente commerciale [avec les Etats-Unis] pour harmoniser le commerce, la sécurité, ou les pratiques de défense signifierait, en bout de ligne, à obliger le Canada et le Mexique à ... céder à la puissance américaine le contrôle

sur le commerce et sur les investissements étrangers, sur la réglementation environnementale, sur l'immigration, et dans une large mesure, sur la politique étrangère et la politique monétaire, et même sur la politique budgétaire. »

Roy McLaren (1934-), ancien ministre du Commerce libéral du Canada, (1983)

'La mesure idéale du bien est' « le plus grand bonheur pour le plus grand nombre ».

Jeremy Bentham (1748-1832)

Un des phénomènes marquants du dernier quart de siècle, et sans doute le plus marquant dans le domaine économique, mais aussi dans le domaine politique, a été la montée de la mondialisation économique globale laquelle se manifeste par une interdépendance accrue des économies nationales et par une concurrence économique accrue, non seulement entre les entreprises mais aussi entre les pays.

Cette interdépendance et cette concurrence ont progressé beaucoup plus rapidement qu'on aurait pu l'envisager, il y a 25 ou 30 ans, de sorte que l'intégration économique à l'échelle mondiale dépasse grandement le seul domaine du commerce international pour englober la mobilité internationale des entreprises et l'intégration des marchés financiers et monétaires. Dans certains domaines où domine la technologie, notamment dans le domaine du numérique et des technologies de l'information, nous vivons déjà dans un monde presque sans frontières nationales. Les conséquences de cette mondialisation accrue ne sont pas seulement économiques; elles sont aussi politiques et sociales.

Mais qui dit mondialisation dit aussi une plus grande complexité des échanges et une plus grande vulnérabilité des économies nationales à des chocs venant de l'extérieur. Il faut donc que les retombées positives qui résultent de la mondialisation des rapports économiques soient supérieures aux risques de pertes de toute nature qui découlent d'une plus grande complexité et d'une plus grande vulnérabilité.

Aux coûts purement économiques de la complexité, il faut ajouter les coûts politiques et sociaux d'une plus grande complexité économique globale.

En effet, la complexité des relations économiques et financières a pour conséquence

d'augmenter les coûts de transaction politique et de nuire au fonctionnement de la démocratie en réduisant la possibilité pour les citoyens d'être informés de ce qui se passe et, au besoin, de s'y objecter. Il en résulte aussi, au plan social, que l'économie est de moins en moins encastrée dans les relations sociales; ce sont plutôt les relations sociales qui sont encastrées dans un système économique de plus en plus mondialisé.

Un projet mondial avant tout politique est venu se greffer à la mondialisation économique globale, essentiellement sous **égide américaine**, et c'est celui d'affaiblir la conscience nationale dans les états nations, en faisant la promotion du « multiculturalisme », et celui tout autant problématique du démantèlement du système d'État providence et de filet de sécurité sociale dans les pays, érigé après la Deuxième guerre mondiale, au profit d'une mouvance mondialiste essentiellement anti-démocratique et oligarchique.

En bout de ligne, nous concluons que la complexité économique globale accrue du dernier quart de siècle a eu une conséquence générale : et ce fut celle de contribuer à augmenter le pouvoir des administrateurs des grandes entreprises et des méga banques, de même que celui moindre des politiciens et des bureaucrates, au dépens des personnes moins instruites et moins mobiles, et d'affaiblir la santé démocratique dans de nombreux pays.

I- Causes principales de la mondialisation économique globale

Deux révolutions sont à l'origine du phénomène de la mondialisation économique globale.

—La première a été la révolution technologique numérique, considérée comme une nouvelle révolution industrielle. Cette dernière est apparue avec les innovations fondamentales qu'ont été, entre autres, l'ordinateur, l'Internet en tant que réseau informatique mondial, et les satellites de télécommunications, ces derniers permettant de communiquer de manière quasi instantanée avec les quatre coins de la planète.

—La deuxième révolution a été l'effondrement, en 1991, de l'Empire soviétique et du système économique communiste centralisé. On a pu dire que cette révolution politico-économique consacrait le « triomphe du capitalisme (corporatif) mondial » et celui des marchés décentralisés et peu réglementés.

Or, au cours du dernier quart de siècle, le mouvement vers une mondialisation économique globale s'est accéléré. Ses trois principales composantes sont :

- primo, la mondialisation commerciale;
- secundo, la mondialisation industrielle et technologique; et
- tertio, la mondialisation financière globale (financière, bancaire et monétaire).

Ces trois facettes de la mondialisation économique n'ont pas eu les mêmes effets sur les personnes et sur les pays.

Il convient donc d'identifier les effets nets pour chacune de ces trois composantes de la mondialisation économique globale. En effet, on a pu espérer, en théorie, que la mondialisation économique globale allait renforcer l'intégration économique des pays, et produire une convergence des économies en accroissant leur productivité et leur croissance économique, en réduisant la pauvreté mondiale, en plus de devenir un facteur de paix dans le monde.

En pratique, on peut dire aujourd'hui que cette vision des choses était peut-être trop optimiste et force est de reconnaître que les résultats de la mondialisation économique globale du dernier quart de siècle sont plus complexes et moins inéluctables que certains l'avaient cru.

C'est que la mondialisation économique globale, et la concurrence internationale qui l'a accompagnée, ont généré des effets qui ont certes été positifs pour les populations, mais elle a

aussi produit des effets pervers pour certaines catégories de travailleurs et pour les gouvernements et leurs populations qui doivent faire face à la mobilité internationale croissante des entreprises et des institutions financières et bancaires, et pas seulement de celles qui sont par nature 'multinationales'.

En d'autres termes, la mondialisation économique globale a pu faire des gagnants nets et des perdants nets, et il serait bon d'établir un bilan provisoire, même s'il ne s'agit que d'une synopsis nécessairement incomplète d'un phénomène complexe.

II- La mondialisation commerciale

La création de l'organisation mondiale du commerce (OMC), en 1994, a marqué une accélération de la libéralisation multilatérale des échanges entreprise sous l'égide de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), créé en 1947, au cours des décennies précédentes.

Effectivement, au cours du dernier quart de siècle, les exportations mondiales ont cru à un taux exponentiel de 6,0 pourcent en volume, soit une croissance beaucoup plus rapide que le taux annuel moyen de croissance de la production réelle mondiale, lequel progressa au rythme d'un peu moins de 4,0 pourcent entre 1990 et 2010. Cependant, on observe, depuis la [crise financière de 2008-09](#), une cassure dans la croissance commerciale mondiale, les exportations mondiales croissant depuis à un rythme qui se rapproche de la croissance économique globale, laquelle oscille entre deux et trois pourcent annuellement.

La mondialisation commerciale est sans doute la moins critiquable des trois facettes de la mondialisation économique globale. Il existe même un consensus assez large chez les économistes que, tous comptes faits, ses effets sont beaucoup plus positifs que négatifs.

Les consommateurs en ont profité grandement, avec des gains résultants des prix abaissés et de la qualité accrue d'une gamme plus étendue de produits et de services. Les autres grands gagnants de la croissance du commerce multilatéral ont été les détenteurs de capitaux en général (rendements plus élevés) et les administrateurs des grandes entreprises (rémunérations accrues).

Du côté négatif, c'est chez les travailleurs moins qualifiés qu'on observe des pertes avec une stagnation de l'emploi et une baisse des salaires réels, dans les pays industrialisés. Il en va de même des industries qui ont été confrontées à une concurrence internationale accrue et qui ont subi des contractions, des délocalisations et une certaine désindustrialisation.

Cependant, les études empiriques sur ces questions arrivent à la conclusion que les gains des pays industrialisés à la division internationale du travail sont supérieurs aux pertes, et que pour l'ensemble des pays, cela crée un résultat de gagnant-gagnant.

Le problème des pays industrialisés face à la mondialisation économique serait avant tout un problème de répartition de gains afin de pouvoir indemniser les perdants en leur accordant une part des gains proportionnée à leurs pertes.

En d'autres termes, cela est une question de politiques gouvernementales et de justice sociale. Il appartient alors au gouvernement, par exemple, de subventionner le recyclage des travailleurs déplacés par la concurrence internationale.

Parmi l'ensemble des pays, ce sont les pays nouvellement industrialisés de l'Asie (Chine, Japon, Corée du Sud, etc.) qui ont été les grands gagnants de la mondialisation commerciale, mais aussi de la mondialisation industrielle comme on le verra plus loin. Leur croissance économique et leur rattrapage industriel ont été fulgurants.

III- La mondialisation industrielle et technologique

Parallèlement à l'explosion commerciale mondiale, le monde a aussi connu, au cours du dernier quart de siècle, une semblable explosion dans les **investissements directs étrangers** (entrées et sorties de capitaux directs). Ainsi, la part dans le PIB de tous les pays des investissements directs étrangers passa de 11 pourcent en moyenne en 1980 à 34 pourcent en moyenne en 1998. Mais encore ici, depuis la crise financière de 2008-09, l'investissement direct étranger a connu un net ralentissement. Il a atteint un sommet historique en 2007, soit 2 000 milliards USD. Six années plus tard, en 2013, l'investissement direct étranger se situait encore à un niveau inférieur de 30 pourcent par rapport à son niveau de 2007.

La mobilité internationale des entreprises, de leurs technologies et de leurs capitaux, est beaucoup plus problématique que la mondialisation commerciale en tant que telle, laquelle continue de reposer sur les [avantages économiques comparés](#) de chaque pays, quand les populations sont immobiles d'un pays à l'autre et quand les fluctuations dans le taux de change de leur monnaie équilibrent leur balance des paiements.

On ne peut mettre sur le même pied le libre-échange commercial, assorti de règles contre le dumping et la concurrence déloyale et de fluctuations dans les taux de change, et la libre mobilité internationale des entreprises, de leurs technologies et de leurs capitaux.

Dans le premier cas, il s'agit d'échanges commerciaux fondés sur les avantages comparés en ressources, en main d'œuvre et en technologies de chaque pays, lesquels échanges mènent à la spécialisation dans la production et à la création d'économies d'échelle, sources de gains de productivité et de hausses des niveaux de vie dans tous les pays, même si les gains nets ne sont pas répartis également entre les pays.

Par contre, le déplacement des entreprises, de leurs capitaux et de leurs technologies d'un pays à l'autre peut modifier les avantages comparés de chaque pays et devenir un élément beaucoup plus problématique de la mondialisation économique globale, car il n'est pas exclu qu'un pays peut être un perdant net et un autre gagnant net de ces transferts.

C'est que le déplacement des entreprises d'un pays à l'autre peut tout aussi bien être un substitut au commerce international entre les pays qu'un moyen d'accroître les échanges commerciaux à l'intérieur de chaque entreprise mondialisée.

Un phénomène de [désindustrialisation](#) peut alors se mettre en marche, créant des problèmes de productivité et de croissance économique, sans que les gouvernements nationaux ne puissent y faire face adéquatement. Ceci n'est cependant pas inéluctable. En effet, si la mondialisation industrielle accroît les échanges intra-entreprise et si les échanges globaux d'une économie augmentent, un pays peut sortir gagnant net de la mondialisation industrielle. Le résultat devient une affaire empirique, de là pour un gouvernement national l'intérêt de suivre la situation de près.

Il faut dire, cependant, qu'il est devenu de plus en plus difficile aux gouvernements nationaux de poursuivre une politique industrielle autonome. En effet, de nos jours, la plupart des 'ententes de libre-échange' sont en fait des 'ententes de libre circulation des entreprises' et comportent des clauses qui nient aux gouvernements nationaux le droit de poursuivre une politique industrielle pour hausser la productivité industrielle et les salaires réels des travailleurs. De plus, ces 'ententes de libre circulation des entreprises' sont négociées en secret et sont adoptées par les législateurs les yeux bandés. Il va de soi qu'un tel désarmement industriel de la part des États peut gruger les avantages qui découlent de la mondialisation commerciale et de la plus grande spécialisation industrielle qui en résulte.

On a là une des causes de la stagnation des salaires réels dans les pays industrialisés depuis un quart de siècle. C'est que la mondialisation industrielle peut priver un pays de ses avantages industriels comparés lorsque plusieurs de ses entreprises transfèrent leurs technologies, leurs capitaux et leurs productions dans des pays à bas salaires ou à bas taux d'imposition des profits.

Pour les pays industrialisés, en particulier, exporter leurs entreprises et leurs avantages

comparés peut s'accompagner d'une désindustrialisation et d'une certaine stagnation économique, en plus de contribuer à la baisse des salaires et des revenus réels d'une part importante de leur population ouvrière.

C'est pourquoi chaque cas de déplacement d'activités de production d'un pays à l'autre doit donc être jugé au mérite. À titre d'exemple, si un fabricant d'automobiles dans un pays développé transfère une activité d'assemblage dans un pays à bas salaires mais exporte de sa base nationale moteurs et autres pièces spécialisées, le pays d'origine peut sortir gagnant net.

Ce n'est que lorsqu'une entreprise nationale transfère une technologie exclusive dans un autre pays qu'il peut y avoir alors transfert d'avantages comparés et que le pays d'origine peut se transformer, d'exportateur, en un importateur. Dans ces circonstances, un pays peut être un perdant net de la mondialisation industrielle, en perdant des technologies exclusives, des activités de production, des revenus et des emplois, dans un processus de lente désindustrialisation.

La mondialisation industrielle peut aussi créer un problème d'équité fiscale et d'inégalités des revenus et de la richesse entre différentes catégories de contribuables dans chaque pays quand les entreprises et les travailleurs les plus mobiles internationalement exigent des baisses d'impôts. Les gouvernements sont alors obligés d'augmenter des taux d'imposition régressifs sur les revenus des salariés ordinaires et sur les dépenses de consommation. Les gouvernements nationaux peuvent aussi être appelés à se concurrencer vers le bas en matière de réglementation industrielle, de politiques sociales et de politiques de préservation de l'environnement.

IV- La mondialisation financière, bancaire et monétaire

Si la mondialisation industrielle est problématique dans ses effets, la mondialisation financière, bancaire et monétaire l'est encore davantage, compte tenu de la spéculation qui entoure les déplacements internationaux du capital financier.

Il faut dire que les prêts et emprunts internationaux existent depuis fort longtemps. Ainsi, au 19^{ème} siècle, les épargnants des pays riches permirent de financer de grands projets d'infrastructure dans d'autres pays plus pauvres. Les entrées et sorties de capitaux de portefeuille (obligations, actions, etc.) profitent à la fois aux épargnants et aux emprunteurs et encouragent les échanges commerciaux. En effet, un pays emprunteur net est habituellement un pays importateur net, et l'inverse pour le pays prêteur. De tels prêts et emprunts internationaux sont des facteurs d'efficacité économique et méritent d'être encouragés.

L'intégration internationale des marchés financiers est une situation qui reflète une réalité objective, soit celle selon laquelle certains pays génèrent des excédents extérieurs et d'autres des déficits extérieurs. La mobilité internationale des épargnes est en soi une bonne chose, d'un point de vue économique. L'importance est que les pays conservent leur pouvoir de réglementation de leurs marchés financiers et monétaires, et conserve la main mise sur leur secteur bancaire.

On observe depuis quelques décennies que les méga banques et autres institutions financières exercent des pressions politiques énormes afin d'être libérées des réglementations nationales. Aux Etats-Unis, par exemple, ce lobbying s'est traduit par l'abolition par l'administration de Bill Clinton, en 1999, de la réglementation bancaire de la loi 'Glass-Steagall', adoptée en 1933 pour éviter une répétition de la crise financière de 1929. Or, cette abolition a joué un rôle majeur dans la crise financière de 2008-09, crise dont les effets néfastes continuent de se faire sentir de part le monde.

La perte de souveraineté nationale des états nations en matière de réglementation financière, bancaire et monétaire signifie que les pays perdent de ce fait la possibilité de recourir à des ajustements par les prix pour corriger les déséquilibres dans leurs comptes extérieurs, et doivent s'en remettre à des ajustements par les quantités (licenciements, baisses des dépenses publiques, hausses d'impôts, etc.), beaucoup plus coûteux à mettre en place en

termes de bien-être.

Si, suite à une baisse de la demande extérieure, les prix et les salaires réels ne peuvent bouger à la baisse pour corriger un déficit extérieur, (et ne peuvent augmenter pour corriger un excédent extérieur), ce sont des politiques dites d'austérité (baisses des dépenses publiques, hausses des taxes et impôts, etc.) qui doivent alors suppléer en ralentissant la demande intérieure. Il s'en suit alors des contractions de production et d'emploi, lesquelles frappent plus durement certains segments de la population que d'autres et qui peuvent plonger un pays en récession économique.

C'est là un problème structurel majeur à l'intérieur des unions monétaires mal structurées, comme c'est le cas présentement en Europe avec la zone euro, à l'intérieur de laquelle cohabitent des économies à très haute productivité, telle l'économie allemande, et des économies à plus faible productivité, telles celles de la Grèce ou du Portugal.

En l'absence de mécanismes institutionnels complexes de transfert de pouvoir d'achat entre les pays excédentaires et les pays déficitaires, la rigidité de la monnaie unique —quelques soient ses avantages microéconomiques pour les entreprises et les consommateurs —peut créer des problèmes macroéconomiques majeurs. Ainsi, la monnaie commune peut être sous-évaluée pour les économies excédentaires et surévaluée pour les économies déficitaires. D'où le besoin de recourir à des politiques coûteuses d'austérité dans ce dernier cas, avec tous les problèmes politiques et sociaux qui en résultent.

Une autre conséquence négative de l'intégration financière, bancaire et monétaire des économies et de la complémentarité croissante des économies nationales vient de la plus grande vulnérabilité des pays aux chocs extérieurs et des effets de la transmission des crises économiques et financières d'un pays ou d'une région à l'autre.

La crise financière de 2008-09 est un bon exemple de ce phénomène quand une crise financière et bancaire prenant naissance dans un pays se propage rapidement par les marchés financiers et monétaires d'un pays à l'autre et influence l'ensemble de l'économie mondiale. De telles crises sont souvent causées par des pratiques bancaires risquées et par un mauvais fonctionnement des marchés monétaires internationaux, lesquels sont mal encadrés par les réglementations nationales ou internationales existantes.

En effet, une des conséquences de l'intégration accrue des marchés financiers et monétaires des pays et de l'activité bancaire a été une certaine mondialisation des crises économiques et financières et une plus grande vulnérabilité et fragilité des économies nationales, au moment même où les gouvernements nationaux perdaient une part importante de leurs pouvoirs et leurs instruments d'intervention pour y faire face.

V- Conclusions générales

Est-ce que le monde est dans un meilleur état aujourd'hui qu'il ne l'était il y a vingt-cinq ans ?

On peut dire que la mondialisation économique globale du dernier quart de siècle a certes eu des effets économiques positifs pour plusieurs pays et leurs populations, mais qu'une telle mondialisation est peut-être aussi allée trop loin, trop vite, dans certains pays, et cela principalement depuis la crise financière de 2008-09.

En effet, d'une part, la mondialisation commerciale a résulté en une plus grande efficacité économique au plan mondial pour les consommateurs, pour les grandes entreprises, pour leurs dirigeants et pour les travailleurs les plus qualifiés. Certaines économies nouvellement industrialisées, telle celle de la Chine, en ont retiré des gains substantiels.

D'autre part, la mondialisation industrielle a mis en marche un processus de désindustrialisation dans plusieurs pays développés.

Elle a aussi concentré les retombées positives pour les facteurs de production les plus mobiles

(capitaux, entreprises, technologies) au détriment des facteurs de production plus immobiles (en particulier le facteur travail, et tout particulièrement les travailleurs peu ou moins qualifiés).

De même, la mondialisation financière, bancaire et monétaire a réduit la souveraineté nationale de la plupart des états nations et abaissé leur capacité d'intervention économique et sociale. L'affaiblissement des états nations et le désarmement des gouvernements nationaux en matière de pouvoirs d'intervention dans l'économie dus à la mobilité internationale des entreprises et à la mondialisation financière et monétaire est un aspect important de la mondialisation économique globale du dernier quart de siècle.

Comment classer les différents éléments de la mondialisation économique globale ? A-t-elle profité surtout à une élite économique et laissé derrière un cortège de perdants ou a-t-elle profité à tous à des degrés divers ? Tout dépend si on considère les choses sous l'angle d'un pays en particulier ou de celui de l'ensemble de l'économie mondiale, et s'il existe des mécanismes institutionnels pour que les gagnants nets de la mondialisation compensent ou non les perdants nets.

Pour l'économie mondiale dans son ensemble, la mondialisation économique du dernier quart de siècle a pu favoriser un mouvement vers une convergence des niveaux de vie et vers une répartition de l'activité économique au plan géographique, ce qui a profité aux pays les moins développés ou nouvellement industrialisés. Cela a pu se faire, en contrepartie, au coût d'une certaine désindustrialisation des pays les plus industrialisés et par une montée des inégalités de revenus et de richesse dans ces pays. Au niveau d'un pays en particulier, l'effet économique net de la mondialisation économique globale est une question empirique.

Une chose est certaine, cependant, la mondialisation a profondément modifié les rapports de force sociaux et politiques à l'intérieur de chaque pays, en renforçant le pouvoir des entreprises et de leurs dirigeants, et en diminuant celui des travailleurs et des organisations ouvrières. Elle a pu nuire aussi à la santé démocratique dans plusieurs pays.

En termes de politique économique, une conclusion s'impose. Dans ce contexte de mondialisation économique globale, il apparaîtrait primordial que les gouvernements nationaux conservent un contrôle sur leurs réglementations financières et bancaires, et au besoin, les renforcent, de même que sur leurs politiques monétaires, sans quoi les économies nationales, en période de grande crise, risquent de plus en plus de devenir des navires sans capitaine et sans direction sur une mer agitée.

Rodrigue Tremblay

Texte tiré d'une conférence de l'auteur prononcée lors du Colloque humaniste sur la nature humaine, Montréal, le samedi 6 juin 2015.

Rodrigue Tremblay est professeur émérite d'économie à l'Université de Montréal et on peut le contacter à l'adresse suivante : rodrigue.tremblay@yahoo.com

Il est l'auteur du livre [du livre « Le nouvel empire américain »](#) et du livre [« Le Code pour une éthique globale »](#).

Prière de visiter son blogue à l'adresse suivante :

<http://www.thenewamericanempire.com/blog.htm>.

Site Internet de l'auteur :

<http://www.thenewamericanempire.com/>

Pour plus d'informations concernant le dernier livre du professeur Tremblay intitulé : "Le Code pour une éthique globale", voir :

<http://www.lecodepouruneethiqueglobale.com/>

Copyright © 2015 Global Research